

Urgence climatique, le coût exorbitant de la procrastination

14 février 2019 par [Benoit Grossiord Témoignages](#) 228 visites



COP24 laborieuse, [taxation carbone suspendue](#) dès le début de la crise des « gilets jaunes »... la préoccupation climatique semble être passée au second plan de l'agenda politique mondial et hexagonal ces dernières semaines. Quelle sera sa place au sein du [grand débat national](#), lancé ce mardi 15 janvier, et qui propose d'y consacrer l'un de ses quatre thèmes ?

Urgence climatique, le coût exorbitant de la procrastination

[Xavier Timbeau, Sciences Po – USPC](#) ; [Adeline Gueret, Sciences Po – USPC](#) ; [Aurélien Saussay, Sciences Po – USPC](#) et [Paul Malliet, Sciences Po – USPC](#)

Car si la situation politique française a profondément évolué, la situation climatique reste, elle, identique et n'affiche guère de progrès satisfaisants.

Le rythme actuel d'émissions de CO₂ et les engagements nationaux annoncés par les États signataires de l'accord de Paris dessinent toujours une hausse de la température globale supérieure à 3 °C d'ici la fin du siècle ; loin de la cible souhaitable de +1,5 °C (par rapport à la température globale préindustrielle) ou encore de la cible de +2 °C, point focal de la COP21 à Paris en 2015.

Or, les conséquences d'un changement climatique à +3 °C seraient considérables, c'est ce qui justifie la cible de 1,5 °C. Et, même à +1,5 °C, les [conséquences seront lourdes](#) et le coût d'adaptation, pour cette génération comme pour les futures, sera élevé : perte de rendement agricole, montée du niveau des océans, régions du monde invivables avec son cortège de migrants climatiques, effondrement d'écosystèmes et de biodiversité, événements climatiques extrêmes et érosion accélérée sont autant de phénomènes qui vont aller en s'amplifiant.

On ne peut pas rétrograder la question climatique et la considérer moins urgente que la crise sociale ou économique.

À quand l'épuisement du « budget carbone » ?

Comment remettre l'urgence climatique au cœur des discussions et décisions ? En donnant, par exemple, une valeur à la procrastination qui retarde la décarbonation de l'économie.

Pour cela, on s'appuiera sur ce que les climatologues nomment le « [budget carbone global](#) », soit la quantité de carbone que nous pouvons continuer à émettre tout en limitant le réchauffement climatique à un seuil donné (+2 °C ou +1,5 °C pour l'accord de Paris). Ce budget carbone inclut dans le calcul les puits de carbone (les océans, la biomasse...) ainsi que les autres gaz à effet de serre (GES).

Ne pas s'engager tout de suite sur la voie de la décarbonation se traduit par un épuisement précoce du budget carbone.

À partir de ces émissions probables, nous pouvons calculer à quelle date le budget carbone sera épuisé et donc à quelle date nous devons brutalement réduire nos émissions. Mais cette façon de respecter la contrainte environnementale est absurde puisqu'elle pousse la logique de procrastination à son maximum.

Il existe sans doute un autre moyen, moins coûteux, d'arriver à la décarbonation. Mais la procrastination extrême est une borne quantifiable du coût de la décarbonation. À partir de la date d'épuisement, le coût de la décarbonation est évalué comme le coût (actualisé) de la réduction des émissions en utilisant une technologie particulière qui capture le CO₂ et le stocke (voir par exemple [Climeworks](#)).

Ce coût, que l'on ne paye pas tout de suite mais qui s'accumule, est assimilable à une dette, que nous appelons dette climatique et que nous pouvons rapporter au PIB.

Encore 10 ans

Les valeurs auxquelles nous aboutissons sont saisissantes, comme l'indique le tableau ci-dessous : le budget carbone de l'UE sera épuisé dans dix années pour la cible de +2°C. La dette climatique de l'Europe est de plus de 50 % du PIB européen, pour la cible +2°C.

Dette climatique pour les plus grands pays de l'Union européenne

	Germany	United Kingdom	France	Italy	Spain	The Netherlands	EU6
Scénario central	66	53	37	51	41	62	53
Approche producteur (vs consommateur)	29	20	11	18	17	49	22
Pas d'ajustement carbone historique (vs ajustement)	4	8	17	12	22	20	12
Cible +1.5°C (vs +2°C)	145	125	92	117	99	123	120

[iASES 2019 \(chapitre 3\)](#), [CC BY-NC-ND](#)

Cette évaluation est par nature spéculative (elle est construite à partir de scénarios d'émissions futures, de coûts de technologie de réduction d'émissions) et repose sur des paramètres supposés. Avec un jeu d'hypothèses plus sévères, la dette climatique peut atteindre 200 % du PIB de l'UE (les paramètres et hypothèses sont détaillés dans le [policy brief de l'OFCE](#) sur la question).

Pour la cible plus stricte de +1,5°C, le budget carbone de l'Union européenne est aujourd'hui épuisé. L'Europe est en « déficit climatique excessif » et emprunte implicitement aux autres pays – tant que le budget global n'est pas épuisé – puis au climat futur – lorsque le budget carbone global sera épuisé. Pour cette cible, la dette climatique européenne est de 120 % du PIB.

Cette dette climatique a un montant très élevé, particulièrement pour la cible +1,5°C. Il augmentera à chaque fois que nous repoussons la mise en œuvre des politiques environnementales. Cette hausse est liée, d'une part, à l'écart qui s'agrandit (probablement) entre la trajectoire de décarbonation et la trajectoire suivie. D'autre part, la hausse intégrera le coût de l'emprunt fait aux autres pays et au climat.

Moins coûteux que la crise de 2008

Lorsque le budget global sera épuisé, continuer de procrastiner impliquera de dépasser le seuil de +1,5°C ou +2°C et nécessitera des émissions négatives pour ramener le climat sur la cible, ce qui est [plus coûteux que le non-dépassement](#).

Mais cet ordre de grandeur pointe également notre responsabilité.

Le coût de la cible +2°C est un flux d'investissement de 1 % (et jusqu'à 4 % pour les hypothèses plus dures) du PIB européen chaque année et jusqu'à la fin des temps (ou du siècle). C'est le même ordre de grandeur de ce que le [rapport Stern](#) – première étude majeure d'estimation économique des conséquences du changement climatique – avait évalué (par une méthode différente) en 2006. C'est assez proche des [180 milliards d'euros](#) d'investissement vert pour l'UE que la Commission européenne retient pour son évaluation des besoins en investissement vert.

1 % du PIB pour tenir la cible de +2°C, c'est moins de consommation ou moins d'investissement productif ou encore moins d'éducation, puisque cet « investissement » ne donne aucun autre avantage que la réduction des émissions de CO₂. C'est aussi un défi pour les inégalités, puisque suivant les instruments utilisés la charge n'est pas répartie de la même façon et surtout pas de façon juste.

Mais c'est un chiffre encore suffisamment petit pour que nous n'ayons aucune excuse de renoncer à tenir l'engagement de la COP21 et à baisser les bras : la crise de 2008 représente une perte de PIB plus grande que celle-là ! La cible de +1,5°C est bien sûr plus contraignante ; le flux d'investissement est de l'ordre de 2,4 % du PIB, il peut monter bien au-delà en fonction des scénarios retenus.

La question du partage de la responsabilité

Un second enseignement de cette évaluation est la sensibilité de la dette climatique aux règles de partage – désignant le choix de la répartition entre l'ensemble des pays du globe – du budget carbone. Par exemple, suivant que l'on partage le budget carbone en 2018 ou en 1990, la dette climatique varie d'un rapport de 4 à 1.

La première méthode (budget partagé en 2018) est à l'avantage des pays développés, qui ont émis par individu plus que le reste du monde depuis 1990. Adopter le point de vue du producteur et ne pas comptabiliser le carbone importé dans les produits fabriqués ailleurs (net de ce que nous exportons) allège également la responsabilité des pays développés.

Ce partage de la responsabilité joue aussi à l'intérieur de l'Europe. La COP21 a innové en mettant de côté la question du partage de la responsabilité et en laissant chacun énoncer la sienne en conscience. Mais le monde est (toujours) clos et ce que ne font pas les uns sera au détriment de tous.

Notre quantification indique que les transferts implicites entre États, y compris à l'intérieur de l'UE, sont de plusieurs dizaines de points de PIB. Reporter l'explicitation du partage explicite du fardeau ne fait pas qu'en augmenter la charge, il générera des conflits futurs, d'autant que le changement climatique deviendra plus pressant.

Il est attribué au physicien britannique Lord Kelvin, [pilier de l'approche scientifique classique](#), cette citation reproduite au fronton du bâtiment de Sciences sociales de l'université de Chicago :

« Si vous pouvez mesurer ce dont vous parlez et l'exprimer par un nombre, vous savez

quelque chose de votre sujet, mais si vous ne pouvez pas le mesurer, si vous ne pouvez pas l'exprimer en nombre, vos connaissances sont d'une pauvre espèce et bien peu satisfaisantes. »

Ce à quoi, [Frank Knight](#) ou [Jacob Viner](#), tous deux professeurs d'économie de cette même université, auraient répondu :

« Même si vous pouvez mesurer [...] votre connaissance est (toujours) d'une pauvre espèce et bien peu satisfaisante. »

Évaluer la dette climatique se heurte à ces écueils – on risque de banaliser la catastrophe tout comme de décourager les bonnes volontés. Mais l'examen des possibles passe par sa mesure.<http://theconversation.com/republishing-guidelines> —>

[Xavier Timbeau](#), Économiste à l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE), [Sciences Po – USPC](#) ; [Adeline Gueret](#), Économiste à l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE), [Sciences Po – USPC](#) ; [Aurélien Saussay](#), Économiste à l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE), [Sciences Po – USPC](#) et [Paul Malliet](#), Économiste à l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE), [Sciences Po – USPC](#)

Cet article est republié à partir de [The Conversation](#) sous licence Creative Commons. Lire l'[article original](#).

Objectifs de la ou les actions décrites

- [Prendre d'urgence des mesures pour lutter contre les changements climatiques et leurs répercussions \(ODD n° 13 - Biosphère\)](#)
- [Conserver et exploiter de manière durable les océans, les mers et les ressources marines aux fins du développement durable \(ODD n° 14 - Biosphère\)](#)
- [Préserver et restaurer les écosystèmes terrestres, en veillant à les exploiter de façon durable, gérer durablement les forêts, lutter contre la désertification, enrayer et inverser le processus de dégradation des sols et mettre fin à l'appauvrissement de la biodiversité \(ODD n° 15 - Biosphère\)](#)

Voir en ligne : [Urgence climatique, le coût exorbitant de la procrastination](#)

Licence : [CC by-sa](#)

[Contacter l'auteur](#)